

APERÇU

■ **Projet spécial de l'EZA consacré aux organisations de travailleurs dans les Balkans occidentaux**



Séminaire d'évaluation et de perspectives à Vienne : gros plan sur les médias *Page 2*

■ **Point de vue**

Mara Erdelj, présidente du centre affilié de l'EZA SS BOFOS (Syndicat autonome des employés du secteur des banques, de l'assurance et autres organisations financières de Serbie) livre sa position de syndicaliste quant au processus d'association entre la Serbie et l'Union européenne *Page 3*

■ **Nouveau-venu dans le réseau de l'EZA**



Le SS BOFOS (Syndicat autonome des employés du secteur des banques, de l'assurance et autres organisations financières de Serbie) est devenu, en mai 2015, observateur auprès du réseau de l'EZA : champs d'activité, mise en réseau, valeurs *Page 4*

EDITORIAL

Chers amis,

« Renforcer le dialogue social – Façonner l'intégration européenne », tel est le titre du projet spécial que dédie l'EZA, depuis 2012, aux organisations de travailleurs des Balkans occidentaux. Tout a commencé par une étude publiée en 2010 par la Commission européenne, qui décrivait le panorama complet du dialogue social dans la région des Balkans occidentaux. Les données rassemblées dans cette étude faisaient, dans une large mesure, écho aux expériences vécues par les membres de l'EZA et leurs partenaires dans la région. Par conséquent, il nous a semblé logique de procéder, en 2011, à un inventaire méticuleux de tous les contacts existants et de préparer un programme éducatif dédié aux enjeux spécifiques des organisations de travailleurs dans les Balkans occidentaux.

En septembre 2012, toutes les organisations désireuses de participer au projet spécial se réunirent pour la première fois. Ce fut l'occasion de se trouver, de faire connaissance et d'élaborer ensemble un programme éducatif. Depuis lors, des alliances de formation composées de membres de l'EZA et de partenaires des Balkans occidentaux collaborent régulièrement. La confiance s'est installée et n'a fait que croître au fil des multiples modules éducatifs organisés autour des questions les plus diverses liées au dialogue social. Une collaboration s'est mise en place autour du travail éducatif.

Cependant, des défis de taille nous attendent encore : Le dialogue social ne peut être couronné de succès et fonctionner pour le bien de tous que si il est mené avec sérieux, dans un esprit de respect mutuel et dans un cadre juridique contraignant et que les résultats atteints sont mis en œuvre de façon fiable par les partenaires sociaux. C'est au prix de ces efforts que la paix sociale peut être assurée, que la stabilité économique peut être

atteinte et que des conditions de vie et de travail dignes pour tous et toutes peuvent être créées.

Un dialogue social efficace permet toutefois d'aller plus loin : Il peut servir de modèle de résolution de nombreux conflits de société et promouvoir, à long terme, le processus d'intégration des pays des Balkans occidentaux dans l'Union européenne. Sans connaissances, sans partenaires sociaux forts et reconnus, sans esprit d'ouverture, sans volonté véritable de collaborer et sans respect mutuel, cet objectif est voué à l'échec. Au travers de son projet spécial, l'EZA entend apporter une contribution à cet objectif.

Cette édition de « Actualités EZA » est une première. Elle paraît pour la première fois aussi en serbo-croate afin de faire connaître nos activités auprès d'un lectorat encore plus nombreux dans les Balkans occidentaux, qui sont la région mise à l'honneur dans cette édition. Accorder la place qui lui revient au dialogue social dans cette région importante pour l'avenir de l'Europe nécessitera un gros investissement de temps et des efforts redoublés. L'EZA souhaite, dans la mesure de ses possibilités, participer au façonnage de ce processus et s'engagera en ce sens aussi à l'avenir.

Sigrid Schraml, Secrétaire générale & Norbert Klein, chargé de formation

Environnement de travail médiatique difficile pour les syndicats

Résultats et perspectives pour le dialogue social dans les Balkans occidentaux

Le champ thématique des médias et des relations publiques des organisations de travailleurs de la région des Balkans occidentaux constitua le sujet principal du séminaire d'évaluation et de perspectives organisé, dans le cadre du projet spécial de l'EZA pour le renforcement du dialogue social dans les Balkans occidentaux, en collaboration avec le centre autrichien de formation des travailleurs (Österreichisches Zentrum für Arbeitnehmerbildung – ÖZA) du 28 au 29 janvier 2016 à Vienne. Quarante participants représentant des organisations de travailleurs opérant en Serbie, Ex-République yougoslave de Macédoine, Monténégro, Slovaquie, Hongrie, Albanie, Belgique, Allemagne, Italie, Pays-Bas et Autriche passèrent en revue les activités de formation de l'exercice écoulé, échangèrent sur les résultats atteints et poursuivirent l'élaboration de plans pour les exercices en cours et à venir, durant lesquels des projets devront, à nouveau, être concrétisés au sein des alliances de formation existantes.

Faisant état de l'avancée des travaux à ce jour, le président du syndicat serbe de la fonction publique (UPRAVE), Njegos Potežica, mentionna la revendication conjointement adressée au Ministre-Président serbe par tous les syndicats qui exigent des progrès dans les négociations sur la nouvelle loi relative aux salaires. Selon ses dires, le gouvernement plombe les négociations et les syndicats envisagent, par conséquent, l'organisation d'une grève générale.

La concentration des médias dans quelques mains, la préférence donnée à une information éphémère et rapidement banquable (« le sexe et les scandales font recette ») ainsi que la forte influence exercée par les gouvernements sur les médias entravent les efforts des syndicats qui souhaitent porter leurs thèmes dans les médias. Telle est la conclusion de l'analyse présentée par la politologue Dijana Roščić, rédactrice indépendante attitrée auprès du radiodiffuseur Deutsche Welle (DW), lors de son exposé consacré au paysage médiatique dans les Balkans occidentaux et à la présence du thème du dialogue social dans les médias de la région. La censure, l'autocensure préemptive et la pression politique sont des pratiques courantes, selon elle. Souvent, le choix



Participants et participants au séminaire d'évaluation et de perspectives, Vienne, janvier 2016

des nouvelles présentées est conditionné par la peur de perdre des annonceurs. Dans l'ensemble, force est de constater que le dialogue social est presque, voire totalement absent des médias. Les dirigeants syndicaux ne sont pas invités dans les débats ou les entretiens télévisés. Les grands mouvements de grève finissent bien par trouver un écho dans les médias mais aucune information n'est véritablement donnée sur les motifs. De l'avis de la politologue, un autre problème se pose, à savoir les journalistes ne sont plus aujourd'hui que des commentateurs généralistes qui ne sont pas spécialisés dans une quelconque thématique.

Anne Rothleitner-Reinisch, attachée de presse du FCG (Autriche), donna des exemples pratiques d'un travail de relations publiques pouvant se passer des médias publics ou privés. Elle présenta les possibilités d'un dialogue direct avec les parties prenantes via les médias sociaux, les bulletins d'information, l'internet et les activités dans l'espace public. Nos actualités ne doivent pas toujours s'adresser au grand public car la communication avec et pour nos propres membres est importante, aux yeux de l'attachée de presse.

Lors des débats et de la restitution en plénière des échanges dans les groupes de travail, les points suivants ont émergé :

- Les médias ne relaient souvent qu'une vérité « unique », les voix discordantes n'y ont pas leur place. La grande proximité qu'entretiennent les patrons de médias avec les gouvernants est qualifiée de problématique car elle bâillonne l'expression libre et indépendante des opinions. En outre, les journalistes craignent de perdre leur emploi et finissent par s'autocensurer.

- Les médias d'Église sont perçus comme trop faibles pour porter les thématiques syndicales auprès du grand public.
- Le net recul du nombre d'affiliés inquiète car il pose la question essentielle de savoir comment les syndicats sont en mesure de mobiliser de nouveaux membres, y compris parmi les jeunes.
- Même si les syndicats parviennent généralement à empêcher les grands groupes de faire leur beurre sur le dos des travailleurs, ces accomplissements sont presque impossibles dans les Balkans occidentaux en raison d'une législation sociale insuffisante.
- Les entreprises occidentales ne cessent de renforcer leur présence dans les Balkans occidentaux. Dans les faits et en l'absence d'un cadre juridique équivalent, elles y respectent moins les droits des travailleurs qu'elles ne le font en Europe occidentale.
- Un autre problème se pose car souvent, les syndicats ne trouvent que des fédérations patronales faibles pour partenaires de dialogue. En l'absence de caractère contraignant, les négociations avec les fédérations patronales existantes n'ont que peu d'importance.
- Une nouveauté problématique est l'émergence d'agences pour l'emploi qui exploitent sans vergogne les nombreux vides juridiques.
- Les organisations de travailleurs sont confrontées à de grands défis tels que le chômage persistant et élevé, surtout parmi les jeunes.
- Dans l'ensemble, des investissements complémentaires dans la formation et la mise en réseau sont envisagés car ils constituent des stratégies essentielles et des conditions préalables à un bon travail syndical dans les Balkans occidentaux. Les organisations de travailleurs ont besoin de se doter des compétences nécessaires à l'exercice efficace et pérenne de leurs droits.

Norbert Klein et Victoria Znined ■

Le processus d'association avec l'UE du point de vue des syndicats

Les syndicats serbes savent qu'il n'y a pas de négociations en cours, au sens strict du terme, avec l'Union européenne, et que le pays candidat à l'adhésion doit tout simplement aligner sa législation sur celle de l'UE. Il est toutefois possible de négocier la période transitoire, autrement dit la période pendant laquelle une disposition ne doit pas être pleinement appliquée. On négocie pour ainsi dire la durée de la période de transition.

En tant que syndicat, nous voudrions que la Serbie n'adhère à l'UE qu'au moment où elle sera tout à fait prête à faire ce pas, car il est inutile de transposer la législation de l'UE sur papier s'il n'y a pas de réelle volonté d'appliquer les législations en question.

Si notre législation se base sur les directives de l'UE, il faut garder à l'esprit que celles-ci ne garantissent qu'un minimum de droits qu'il convient ensuite de renforcer. En tant que syndicat, nous familiarisons nos membres avec ce « minimum de droits » que nous tentons, par ailleurs, de développer au niveau national.

Quant à nos efforts visant à élargir les droits, nous sommes conscients du fait qu'il est préférable de nous consacrer à la formation de nos membres. La pratique a, en effet, montré que nous obtenons de meilleurs résultats par la négociation – au sein de laquelle le syndicat est un partenaire important – que par des manifestations ou des grèves.

Dans ce contexte, les séminaires du Centre européen pour les travailleurs (EZA) sont essentiels. En effet, nos contacts avec l'EZA ont donné lieu à une étroite collaboration, particulièrement riche, notamment dans le domaine du dialogue social.

Les membres de SS BOFOS sont principalement des employés de banques et de compagnies d'assurances qui travaillent dans le cadre d'entreprises multinationales. Il n'est pas rare que ces entreprises appliquent deux poids deux mesures à l'égard de leurs travailleurs et de leurs droits dans le pays siège et le pays où est établie leur filiale. Le SS BOFOS s'est, dès le début, engagé en faveur d'une harmonisation des droits des travailleurs au niveau de l'entreprise.

Au sein des entreprises, le SS BOFOS obtient de très bons résultats en ce qui

concerne le dialogue avec l'employeur et l'exercice des droits des travailleurs dans le secteur financier.

Sur le plan sectoriel toutefois, il n'y a pas de convention collective sectorielle car il n'existe pas, en Serbie, d'organisation patronale correspondante comme interlocuteur au niveau national. L'organisation patronale serbe ne fait pas mystère du fait que des négociations ne sont pas dans son intérêt, et les associations nationales, la fédération des banques et celle des compagnies d'assurance, n'ont pas le statut d'une organisation patronale, et un changement de statut n'est pas dans leur intérêt.

On peut conclure de cette situation et du rapport d'état d'avancement des travaux de la Commission européenne relatif au dialogue social et aux partenaires sociaux qu'il y a un manque de volonté des deux autres partenaires sociaux à poursuivre la voie du dialogue social. Le rapport en question mentionne la nécessité de renforcer les capacités administratives des partenaires sociaux afin d'accroître les compétences de ceux-ci en matière de négociations collectives et de discussions relatives aux solutions législatives, et fait référence au nombre peu élevé de conventions collectives sectorielles, arrivant en outre dans la plupart des cas à expiration ou déjà expirées.

La réalité est qu'il n'y a pas de dialogue social dans la mesure où les législations relatives aux conditions de travail sont votées sans qu'il ne soit tenu compte de l'avis des syndicats.

Les syndicats sont les seuls à vouloir faire avancer le dialogue social, mais cela ne suffit pas.

Nous comptons dès lors sur le soutien de l'Union européenne lorsque nous tenterons à nouveau d'inciter les partenaires sociaux à initier un dialogue.

Le SS BOFOS souhaite contribuer positivement au processus d'adhésion en agissant activement à tous les niveaux possibles, à savoir dans les organes législatifs et autres organes étatiques qui travaillent sur le rapprochement de la législation nationale avec celle de l'UE.

Mara Erdelj ■



Mara Erdelj est présidente du Syndicat autonome des employés de banques, de compagnies d'assurances et d'autres organisations financières de Serbie (SS Bofos) et membre du Conseil de la Confédération des syndicats indépendants de Serbie (SSSS). Elle a fait ses études à la Faculté des sciences économiques de l'Université de Belgrade, et est expert-comptable et interprète auprès des tribunaux pour la langue slovène.

Nouveau dans le réseau EZA : Le syndicat serbe SS BOFOS – un syndicat à personnalité forte

Le syndicat autonome des employés de banques, de compagnies d'assurances et d'autres organisations financières de Serbie (SS BOFOS) a été créé le 21 juin 2002 à l'époque de la transition et du processus de privatisation du secteur financier en Serbie.

Nous avons le statut d'observateur au sein du Centre européen pour les travailleurs (EZA). Sur la scène internationale, nous avons principalement travaillé en étroite collaboration avec le syndicat chrétien du Danemark (KRIFA) et la confédération syndicale chrétienne néerlandaise (CNV).

Depuis 2003, le BOFOS est membre à part entière de l'Organisation mondiale des travailleurs (WOW).

Les principaux domaines d'activité du syndicat sont les suivants : exercice des droits, protection des intérêts professionnels, économiques et sociaux des membres par le biais de bonnes conventions collectives, conseils et représentation, formation des membres et des leaders syndicaux, augmentation des capacités de négociation, renforcement du dialogue social et introduction de nouvelles prestations pour les membres, mesures de protection contre le harcèlement, coopération internationale, rencontres sportives, renforcement de la solidarité, échange d'expériences et organisation d'actions communes grâce au partenariat et à la mise en réseau avec d'autres syndicats de la région et de l'UE, influence sur

les acteurs gouvernementaux, promotion et amélioration de la visibilité du syndicat grâce à une collaboration avec les médias et les instituts de formation, développement de la communication et mise à disposition d'informations via le bulletin d'information « Bofos info » et le site web www.bofos.org.rs, des campagnes, des émissions à la radio et à la télévision et des événements caritatifs.

Notre attention se porte sur nos membres en tant qu'êtres humains dont il convient de garantir et faire respecter la dignité ainsi que leur besoin en temps à consacrer à la famille.

Grâce à notre travail, nous nous sommes fait des alliés et des amis. Nous y avons puisé notre force et nous avons fait de nombreuses nouvelles expériences.

Nous ne réfléchissons pas en termes d'échec. Nous avons banni de notre vocabulaire les termes : « abandonner », « ne pas pouvoir », « ne pas être à même de », « impossible », « irréalisable », « désespéré »,...! Nous tentons constamment de nous dépasser et de fixer des objectifs plus ambitieux. Nous jetons ainsi les fondations d'un avenir couronné de succès.

Nous nous engageons pleinement et ne baissons pas les bras. Les obstacles ne nous font pas peur. Nous n'abandonnons jamais et prenons chaque fois un nouvel élan et progressons.

Nous avons l'énergie, la clairvoyance et la volonté de défendre les intérêts de nos membres !
Mara Erdelj ■

MENTIONS LÉGALES

Publication

EZA

Centre Européen pour les Travailleurs
Johannes-Albers-Allee 2

D-53639 Königswinter

Tél. +49 - 22 23 - 29 98 - 0

Fax +49 - 22 23 - 29 98 - 22

Courriel : eza@eza.org

www.eza.org

Rédaction

Sigrid Schraml (responsable),
Matthias Homey, Norbert Klein,
Victoria Znined

Conception graphique et composition

HellaDesign, Emmendingen
Courriel : helladesign@web.de

Photos

EZA, SS BOFOS

Mode de parution

Quatre éditions par an

Date de création : le 21 juin 2002

Site web : www.bofos.org.rs

Présidente : Mara Erdelj

Membres : 5111

E-Mail : bofos@sindikats.rs

Adresse :

SS BOFOS (Syndicat autonome des employés de banques, de compagnies d'assurances et d'autres organisations financières de Serbie)

Trg Nikole Pašića 5/III,

11000 Belgrade, Serbie

Téléphone : + 381 (0) 11 33 35 192

Fax : + 381 (0) 11 33 35 193

Personne de contact : Vera Radovanović



Cette publication est réalisée avec l'aide financière de l'Union européenne.